

Une inquiétante résurgence du concept d'avant-garde

Le texte devenu la base commune de discussion n'est pas celui en faveur duquel je me suis prononcé. Cela ne signifie en rien un désaccord irréductible. Pas plus que le texte « *Pour un printemps du communisme* » auquel j'ai apporté mon suffrage ne recueillait mon adhésion inconditionnelle. Les choix assez éclatés exprimés par les adhérents du parti nous obligent à parvenir à des options stratégiques qui soient tout à la fois claires et cohérentes et suffisamment ouvertes à la diversité de nos approches. L'exercice est difficile. Il demande effort de tous pour s'écouter les uns les autres et tirer le meilleur de chacun. Je ne m'attacherai ici qu'à deux points du chapitre 6 consacré au parti communiste lui-même.

Premier point. Si je partage la conviction du « besoin d'un parti révolutionnaire » (22/20), je suis très inquiet de la résurgence du concept de « l'avant-garde ». L'ambition « d'être à l'avant-garde des luttes et des idées, de jouer le rôle actif d'éclairer qui devrait être le nôtre » (28-29/20) me paraît grosse de lourdes dérives. Je songe aussi bien à des aspects de notre passé et qu'aux comportements actuels de certains. Prenons-y garde. Il ne suffit pas de prôner « un marxisme vivant » pour se prémunir de toute prétention hégémonique. Le concept « d'avant-garde » autoproclamée me paraît porter le germe d'une forme de totalitarisme au sens où le parti se revendiquerait maître et gardien des idées et des combats progressistes. Une telle prétention ne nous a-t-elle pas conduits en diverses circonstances à refuser, si ce n'est même à combattre, des idées et des mouvements nés en dehors de nous, parfois en opposition à telle ou telle de nos conceptions, alors même qu'ils traduisaient des aspirations qui ne nous étaient pas (ou n'auraient pas dû nous être) étrangères ?

Notre ambition, selon moi, doit être tout autre. Animer des luttes, produire des idées, oui, mais dans un va-et-vient constant avec l'ensemble de la société, nous « nourrir » de celle-ci autant que la « nourrir ». La question n'est pas nous définir comme « avant-garde » mais de nous mettre en capacité d'intégrer à la visée révolutionnaire les idées et les aspirations progressistes qui se font jour dans le mouvement même de la société. Intégrer non pas en « récupérant », en « soumettant » mais en proposant une vision ouverte, sans cesse enrichie de multiples apports, de la transformation sociale favorisant un rassemblement toujours plus large de toutes celles et tous ceux qui y auraient intérêt.

Second point. Le texte ambitionne de « relancer l'organisation communiste à l'entreprise » (27/21). L'objectif me paraît parfaitement fondé. Je crains cependant que la façon de l'aborder ne nous fasse guère avancer. « Ce terrain a été abandonné » (29-30/21) est-il écrit après que « les directions nationales successives » (35-36/20) ont été chargées de toutes les insuffisances. On est là en pleine caricature.

Je crois me souvenir d'efforts déployés dans les années soixante-dix et quatre-vingt (après il est vrai de sérieuses hésitations dans la décennie précédente) pour inviter les communistes dans les entreprises à prendre en compte les profondes mutations déjà à l'œuvre avec l'accroissement considérable des catégories de techniciens, d'ingénieurs et de cadres, les ITC disions-nous à l'époque. Ces efforts butèrent sur la difficulté, parfois le refus, de nos organisations dans les « citadelles ouvrières » à prendre en compte ces mutations qui, il est vrai, s'opéraient souvent au travers de restructurations peu avaries en dégâts humains.

Il fut de même un temps où le parti se dota d'un collectif national des « 43 », sections ou cellules des plus grandes entreprises industrielles ou tertiaires, afin d'impulser cette présence renouvelée dans les entreprises. Rien y fit. Par abandon volontaire ? Par simple décision bureaucratique de la direction nationale ? Allons donc. Si nos organisations, dans les entreprises comme dans les grands ensembles d'ailleurs, ont à un moment donné si vite périclité ce fut d'abord et avant tout pour deux raisons concomitantes. D'une part, fruit la culture du centralisme démocratique, elles étaient plus souvent des relais de nos campagnes nationales que de centres de création et d'innovation (ce qui n'enlève rien aux hommes et aux femmes pleins d'abnégation et souvent de courage qui les animaient). D'autre part, les restructurations industrielles massives, la casse de secteurs entiers de la production nationale et les profondes mutations urbaines et sociales ont totalement déstructuré nos bases organisées.

Reconstruire une organisation communiste dans les entreprises ne résultera donc pas d'un simple volontarisme. Pour y parvenir il nous faut impérativement proposer une perspective et des pratiques en adéquation avec ce que sont les salariés d'aujourd'hui et leurs aspirations. Il ne peut donc s'agir de renouer avec un passé révolu mais de faire du neuf. Ce qui, pour une part, renvoie au premier point discuté. A cet égard, pour l'heure, la base devenue commune me laisse perplexe.

Marc Blachère
Section Sarthe-Sud